

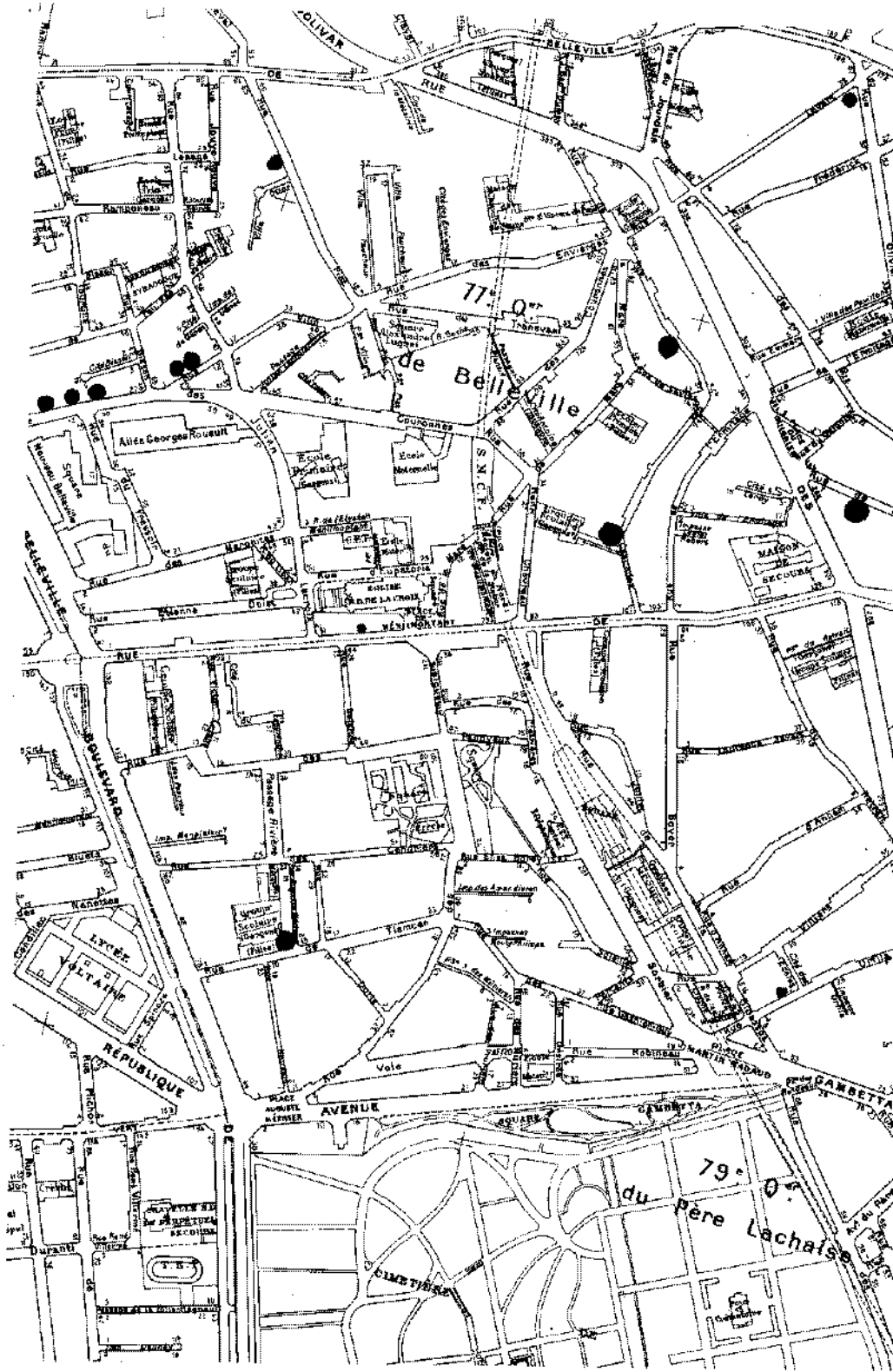
2

12.

L'exigence de nettoyer les rues de toute présence policière, qui s'est imposée au centre des émeutes anglaises de 81 et s'est aussi exprimée dans des banlieues en France vers la même période, s'est élevée au besoin de réquisitionner des lieux publics échappant à tout contrôle extérieur. La société ne fait pas seulement l'économie du temps, elle fait aussi l'économie de l'espace. Mais notre époque commence enfin à concevoir la vie comme un passage ; et ce qui était fait pour rester fixe, elle veut en faire un usage fluide. Il faut s'emparer d'espaces ouverts au passage et qui soient en même temps lieux d'unification. Nous voulons un usage anti-économique de l'espace comme du temps. Déjà la question d'occuper des locaux sans aucun contrôle extérieur est au centre de l'intérêt public. Dans toutes les cités de banlieues l'insatisfaction se catalyse sur ce sujet vital. Dans toutes les discussions que la diffusion d'« Expédition sans retour » provoqua avec des jeunes de banlieues, on a vu que là-dessus les rancœurs et l'envie se conjuguèrent. L'expérience du local de Vitry a constitué une première tentative de satisfaire à ce besoin.

13.

Lors de nos passages dans le local de Vitry, des bavardages avec certains de ses occupants et avec des amis qui squattaient dans le XXe nous incitèrent à lancer à notre tour une autre tentative, quoique sur un terrain différent. Nous étions aussi très fatigués de subir toujours l'éternelle question du logement. Les affrontements du 15 août 81 avaient donné droit de cité aux squatters dans le XXe arrondissement de Paris. L'arrestation de quelques innocents qui avaient maladroitement tenté d'ouvrir un immeuble muré rue Vilin provoqua un petit rassemblement qui s'en prit aux flics présents. S'ensuivit un harcèlement de plusieurs heures contre les CRS venus en renfort, dans le dédale des ruelles et des passages que les émeutiers connaissaient bien. De ces affrontements et des dégâts commis sur de nombreuses vitrines ce soir-là, en sont redevables uniquement non pas les inoffensifs squatters du 1 et 3 rue Vilin, comme ceux-ci et la presse ont voulu le faire croire, mais une vingtaine de personnes qui avaient déjà



● : emplacements des squatts dans le XXe en 1982
 ☠ : commissariat central de Gambetta

pris leurs distances d'avec ce squatt où l'insalubrité de l'habitat coïncidait avec le sous-développement et la confusion des idées. Ces autres squatts, malgré leur attachement à l'activisme avaient au moins l'avantage d'en vouloir, et d'exiger un peu mieux que la zone autogérée — ils ne se nourrissaient pas de pommes de terre et d'idéologie. La diffusion d'« Expédition sans retour » nous avait amenés à rencontrer la plupart de ces gens, à passer dans les locaux qu'ils squattaient et à nous attarder davantage dans ce quartier que nous avons toujours aimé. Il était en train de disparaître, en pleine opération de nettoyage urbain, et la présence des squatters et des excès vandales y fut la dernière forme de vie. Les squatts avaient pour principal mérite de favoriser la circulation et la rencontre d'individus autrement isolés. Nous avions en plus envie d'abîmer un peu le sinistre décor que l'État et ses urbanistes étaient en train d'édifier là. Cet intérêt allié à l'exigence de prendre ce qu'il y avait de plus habitable, nous avons ouvert et occupé, fin mars 82, un grand appartement au dernier étage d'un immeuble de standing, au 3 rue de l'Est. Il présentait des conditions d'habitat à peu près décentes : ascenseur, interphone, téléphone, moquette, plusieurs salles de bain, une grande terrasse avec la vue dégagée sur Paris. Dès les premiers jours, les squatters les plus excités du XXe y passaient, puis des gens d'autres villes. On procéda donc à l'ouverture d'autres appartements. Notre existence fut une constante provocation, dans l'immeuble et dans le quartier. D'interminables soirées généreusement arrosées s'achevèrent par les excès les plus ostensibles, dont firent les frais les nouveaux habitants du XXe et le décor édifié à leur intention. Nous occupions des appartements destinés aux cadres exactement comme les jeunes de l'Est lyonnais s'emparaient de leurs voitures de luxe. Jusqu'à ses dernières heures, la rue de l'Est fut placée sous un statut ambigu, et jamais prononcé clairement : à la fois lieu de passage et lieu d'habitation. Ces locaux avaient été voulus dès le départ la possession de tous ceux qui sévissaient ensemble dans le quartier. Ils furent principalement l'habitation d'une vingtaine de personnes. Il fallut toutefois, au bout de trois mois, bousculer le rythme d'habitudes qui commençaient à s'y installer autour d'une fréquentation familière des lieux qui tournait au mésusage. Nous gardâmes la jouissance du 5ème étage, d'autres allant occuper le 3ème et le 2ème — nous leur reprochions de n'avoir guère le sens de l'ouverture stratégique et de se cantonner plutôt à vivre au jour le jour sur le XXe. Malgré ce point de désaccord, nous nous sommes toujours retrouvés spontanément unis face à la menace policière, et dans le même esprit. Cette unité se donna vite quelques moyens, vers la fin de l'été 82. L'impunité dont nous jouissions était un affront particulièrement insolent pour les flics et les élus locaux qui réclamaient notre départ. Nous n'étions heureusement pas seuls ; outre les multiples incendies de grosses voitures qui émaillaient les nuits du XXe du printemps à l'hiver 82 plusieurs officines ennemies brûlèrent (incendie d'un local du PC, rue des Envierges, en juin ; celui du RPR, rue de Ménilmontant y passa également fin juillet tandis qu'un bel appartement-témoin d'un immeuble de la Cogédim fut réduit en cendres début août). En septembre, la situation se durcit rue de l'Est. Les interventions nocturnes de la police, sur appels de



Rue de l'Est - octobre 1982

voisins excédés par le bruit, devinrent de plus en plus fréquents — et chaque fois trouvaient porte close. L'EDF requit aussi les flics pour tenter en vain de débrancher nos compteurs et ceux de quelques bons voisins mauvais locataires, tous branchés illégalement bien sûr. La Sogipa, qui prétendait gérer l'immeuble, prit prétexte de ce que nous avions étendu notre territoire jusqu'aux « parties communes » pour se plaindre. Des convocations affluèrent, sans réponse. Fin septembre, des huissiers assistés d'un flic et d'un serrurier tentèrent à six heures du matin de forcer la porte d'un couloir commun menant à nos appartements du 5ème, et que nous avions blindée : ils furent forcés de repartir ainsi que le car de flics venus constater les faits peu après. Nous répondions en conséquence en publiant l'affiche « Pour supprimer la question du logement ». Paris en fut inondé. Par ailleurs, les efforts que nous entreprenions depuis plusieurs mois (depuis l'expulsion tranquille du squatt rue Vilin et du 17 rue des Cascades) pour coordonner la plupart des squatts du XXe ayant quelque exigence anti-flic dans un plan d'action violente à la prochaine expulsion, ces efforts donc commençaient à trouver du répondant çà et là. Des réunions s'improvisaient rue de l'Est sur cette question. Nombreuses personnes, et pas seulement des squatters, se reconnurent dans la perspective avancée dans notre affiche. Des travaux de fortification reprirent de plus belle au 3 rue de l'Est dont jour après jour nous grignotions la surface. Nous avions saisi sur place et dans quelques chantiers le matériel nécessaire : portes, plaques d'acier, grillages, extincteurs, etc. Toutes les issues étaient lourdement blindées. Par la terrasse du 5ème, le toit nous appartenait, d'où nous avions le contrôle de l'ascenseur, que nous stoppions quand cela s'imposait. Des fenêtres et balcons côté rue, nous contrôlions les deux extrémités de la rue. Le 15 octobre, le squatt de la rue des Couronnes, toute proche, fut expulsé par les CRS sans que ses occupants soient capables d'opposer le moindre début de résistance. Une réunion eut lieu le soir même au squatt

Appartement piégé

Deux gendarmes et un démineur ont été blessés lundi à Vecoux (Vosges) par l'explosion d'une grenade défensive

M. Rémy Bernard, 45 ans, célibataire sans emploi, occupait le logement depuis quatre ans sans en payer le loyer.

Lundi matin, M. Bernard a dit au maire qu'il refusait de quitter son logement. Le propriétaire a alors fait établir un constat d'huissier. Au moment de pénétrer dans la maison, une violente explosion a retenti, sans blesser personne, la porte d'entrée ayant été piégée à l'aide d'une grenade.

Les enquêteurs ont trouvé à l'intérieur du logement un véritable arsenal : grenades défensives, TNT. Un artificier a découvert une autre grenade qui piégeait l'entrée de la porte de la cave où M. Bernard avait trouvé refuge. Il s'est alors laissé interpeller par les gendarmes sans opposer de résistance. En fin d'après-midi, les gendarmes sont revenus sur place et en ouvrant la porte d'un appartement, ont provoqué l'explosion d'une seconde grenade. Le capitaine Marchandin, le gendarme Cassagne, ainsi que l'artificier, M. Eitel, ont été blessés et brûlés

« Libération » avril 1983

alternatif de la rue de Crimée, dans le XIXe. Les alternatifs du XXe (soit la plupart, mais pas tous, des squatters des Couronnes) proposèrent une manif le lendemain, au métro Couronnes, à faire suivre de l'ouverture publique d'un squatt. La suggestion était bonne, mais il nous semblait évident qu'une telle ouverture doit envisager un affrontement aisément prévisible avec les flics, et s'y préparer. Les alternatifs refusèrent, arguant qu'ils n'avaient « pas envie d'aller en prison ni à l'hôpital... ». Nous n'allâmes donc pas manifester, venant juste jeter quelques pavés quand les CRS attaquèrent l'immeuble rénové de la rue Levert/rue Olivier Métra et qui ne fut donc squatté qu'une heure ! Les flics investirent tout le secteur et pourchassèrent les gens fort loin. Les BSI, soit 80 casqués montés sur 40 motos tout terrain, suivis de plusieurs cars de CRS, allaient et venaient dans les rues voisines de la rue de l'Est et vinrent enfin parader sous nos yeux, dans notre propre rue ! (et à l'heure de l'apéritif !). Nous avons toujours été d'accord pour ne tolérer aucune présence ni aucun contrôle de flics dans la rue (à la rigueur, les inoffensifs cars de police-secours venus constater nos tapages nocturnes). Dès que ce convoi de porcs arriva à la hauteur du 3, une pluie de pierres et de bouteilles s'abattit, du 5ème et du 2ème, sur les motards de la BSI et sur les cars. Prévus pour chasser dans les rues et non pour investir un immeuble, ils s'y risquèrent quand même et se heurtèrent aux portes blindées ; au 2ème, ils prirent la fuite, à moitié asphyxiés et aveuglés par de puissants jets de poudre carbonique. De ce soir-là, une cinquantaine d'intéressés se trouvèrent en permanence rue de l'Est. La fin s'annonçant proche, on ne se retint plus. Les habitants-flics des immeubles voisins passèrent un mauvais week-end — insultés à trois heures du matin

au mégaphone, leurs vitres descendues à coups de lance-boulons, leurs façades bombées. Ceci pour ceux qui avaient encouragé les CRS le soir du 16. Chacun apporta des cadeaux : des kilos de projectiles et équipements les plus divers. Le 16, les CRS avaient tenté de passer par la cage d'ascenseur de l'immeuble du 5 : on en souda la porte à l'arc. Une issue, donnant sur la cour, pouvait permettre aux flics de bloquer toute fuite : elle fut murée. Un système d'échelles dépliantes fut mis en place. D'autres habitants du 3 déménagèrent, terrorisés : on occupa aussitôt leurs appartements. Toujours dans la bonne humeur. On improvisa un plan d'attaque pour ceux de l'extérieur, pour le jour de l'expulsion. On attendait, l'esprit serein, que l'ennemi se décide. Ce fut notre erreur que de ne pas anticiper sur son intervention prochaine (par exemple en la provoquant par une embuscade rue des Pyrénées). Pendant plusieurs jours la police ne fit rien face à notre présence provocante dans la rue de l'Est. Elle nous eut par surprise, au matin du 21 octobre. Depuis quinze jours, un tour de garde avait lieu à l'aube, entre 6 heures et 8 heures du balcon du 5ème et de l'entrée de l'immeuble, tandis qu'une ou plusieurs personnes ne dormant pas au 3 circulaient dans les rues du quartier afin de repérer d'éventuels préparatifs policiers et donner l'alerte. Les argousins avaient sans doute fini par remarquer cela, puisqu'ils n'attaquèrent le 3 rue de l'Est qu'à 8 h 30. Autant nos préparatifs avaient été bruyants, les leurs furent discrets. Il ne restait à cet instant-là de garde qu'un seul occupant, qui jetait un coup d'œil dans la rue toutes les cinq minutes – et ceux qui avaient tourné dehors n'avaient rien vu d'anormal. C'est dans cet intervalle de cinq minutes que les flics et la brigade des gaz investirent l'entrée du 3 par petits groupes et commencèrent à s'attaquer aux portes. Dès que les occupants se rassemblèrent équipés sur le toit, les CRS massés entre-temps dans la rue évitèrent tout affrontement qui aurait pu leur coûter – seuls les cow boys de l'anti-gang restèrent en vue sur les toits d'en face, braquant leurs flingues dès les premiers tirs de boulons (crevez vite, charognes !). La brigade des gaz, insensible aux jets d'extincteurs du 2ème, inonda l'immeuble de substances très spéciales qui rendirent toute résistance prolongée intenable (grave lacune de notre part, il n'y avait que deux masques à gaz dans tous les locaux occupés !). La plupart des occupants purent s'échapper par une issue secrète et avec la complicité de quelques mauvais locataires, malgré le bouclage de tout le pâté de maisons. Seules six personnes furent arrêtées sur un toit voisin, ayant pris une mauvaise issue. Mais une soixantaine d'intéressés prévenus par téléphone se rassemblèrent vers 9 h 30 au métro Télégraphe et se dirigèrent sur la rue de l'Est en haut de laquelle quelques cars de CRS s'offraient. Pour ce coup, la surprise fut de notre bord. Une quinzaine de cocktails mirent les CRS en fuite, avec plusieurs blessés (dont l'un qui se cassa la jambe en tombant dans sa fuite) ; mais le trop petit nombre des attaquants leur interdit de poursuivre les flics dans la rue, comme ils auraient aimé le faire.

A Santo-Andre, ils ont participé, en juillet dernier, à l'invasion d'un lotissement pour riches qui n'a jamais été terminé — le constructeur ayant fait faillite — et qui est resté depuis six ans aux trois quarts inoccupé. Ils ont créé une commission pour défendre les squatters contre les autorités et la police, et administrer un lotissement auquel ses fondateurs ont donné, en français, le nom de Centreville..., alors qu'il se situe à la périphérie.

Le Monde du 17 avril 1983 « Sao Paulo après la grande casse »

14.

A la bonne humeur succéda la fatigue. Et comme on pouvait s'y attendre, les six personnes arrêtées se retrouvèrent en prison sous divers chefs d'inculpation aussi arbitraires que fantaisistes. Il fallut assurer leur défense juridique. Il fallut aussi ouvrir d'autres locaux et dans des conditions bien plus ardues. « La guerre des squatts est déclarée », titrait la presse une semaine après l'expulsion de l'Est. L'Etat devait la gagner. Qu'avait-il en face ? La guerre de vitesse avait été déclarée trop tard. La rue de l'Est fut le seul squatt dont l'expulsion donna lieu à un affrontement. Dans les semaines qui suivirent, plusieurs autres squatts de moindre envergure furent paisiblement vidés, tandis que la répression judiciaire se fit féroce. Outre la détention de cinq des six personnes arrêtées, qui ne cessa qu'un mois et demi après, de nombreux squatters pourtant inoffensifs furent condamnés pour avoir occupé « sans droit ni titre » et sous des chefs d'inculpation délirants. Nous avons alors proposé aux gens intéressés par les événements de l'Est d'occuper les appartements de toute une cage d'escalier dans un immeuble dont la construction venait à peine de s'achever, et de s'y organiser instruits par la leçon du 21 octobre. A vrai dire, la proposition venait un peu tard. Il eût fallu la réaliser avant même l'expulsion de l'Est, quand nous étions encore ancrés dans ce secteur. Mais la question n'était alors pas encore apparue comme d'intérêt public. Quant aux actes de vengeance auxquels certains se livrèrent après le 21 autour de la rue de l'Est (incendies de voitures de cadres, saccage méthodique des halls et couloirs d'immeubles de standing) et ailleurs (comme le saccage du domicile d'un urbaniste de la Ville de Paris), ils auraient peut-être pu se prolonger, mais avec quel point d'appui stratégique pour le XXe ?! C'est la question que n'ont jamais songé à se poser quelques activistes arrivés sur la fin, et qui nous ont reproché de ne pas avoir suffisamment répondu après. A en croire ces gens qui par ailleurs clament leur peu d'intérêt pour les squatts du XXe, le plus important de la rue de l'Est aurait été après ! L'activiste arrive toujours en retard. Le plus important restera l'occupation des lieux pendant sept mois, ce que nous y avons vécu : les jeux qu'on s'y est per-

mis, les rencontres qui s'y produisirent et qui provoquèrent d'autres expéditions sans retour, et l'excitation finale. On s'est bien amusés. On nous a dit que si nous n'avions pas eu une attitude aussi délibérément insouciante, nous n'aurions « peut-être » jamais été expulsés. Voilà bien un calcul d'alternatifs ! Et même comme calcul il est idiot, ne serait-ce qu'en regard des sommes énormes que la Sogipa perdait chaque mois en loyers et charges impayés (au total 200.000 francs, et sans parler des dégâts financiers estimés officiellement à 1 million de francs). Et en plus, nous n'avons jamais eu l'intention d'habiter toute notre vie rue de l'Est. Les situationnistes ne fondent pas leur activité sur la durée, mais sur le bouleversement qualitatif. Rien autour de nous n'est immobile, comment nous-mêmes le serions-ils ?! Le XXe était en pleine transformation et celle-ci était bien l'enjeu. Deux idées ennemies de cette transformation s'y sont affrontées — nous nous considérons parmi nos ennemis, les chefaillons de la rue des Couronnes, des organisateurs patentés de concert*, qui n'ont jamais pris de risques que pour arracher nos affiches ou calomnier nos amis. Ces gens n'ont pas compris qu'il s'agissait d'une guerre de vitesse se menant dans un quartier en plein réaménagement, déjà partiellement pacifié et où il fallait savoir montrer la force d'un rassemblement rapidement en faisant scandale tout de suite, en ne laissant aucune ambiguïté sur nos intentions. Ce territoire s'offrant à une situation, il nous a suffi de la créer. Nous sommes ainsi passés de la question du logement chère aux réformistes à la question territoriale. Les réformistes, dont les alternatifs, parlent de « crise du logement », du « droit » et de la nécessité de se loger, de X milliers de logements vides : et alors ?! la pénurie en la matière, ce qu'ils nomment « crise », est la condition la plus normale de vente et de location d'une marchandise : le logement. La question du logement, l'ennemi ne fait qu'y répondre chaque jour : la résoudre de telle façon que la solution engendre toujours un nouveau la question. Il faut supprimer une telle question dans son essence.

Sao Paulo: 25 autobus incendiés

Des voyageurs furieux ont détruit 25 autobus et incendié deux autres, ces dernières 24 heures à Sao Paulo, pour protester contre la réduction du service fourni par une compagnie privée.

Au cours des incidents, qui ont fait plusieurs blessés dans plusieurs quartiers de la ville, des chauffeurs et des contrôleurs d'autobus, menacés de lynchage, ont dû se réfugier chez des particuliers.

A la suite de ces incidents, dus à des « tensions sociales croissantes », selon le secrétaire aux Transports, Getulio Hanashiro, la compagnie d'autobus a annoncé qu'elle allait reprendre son service.

Zèle

Un retraité de la RATP a été blessé d'un coup de couteau de cuisine par une jeune femme qu'il voulait empêcher de franchir frauduleusement un portillon automatique, vendredi soir à la station de métro « les Halles ».

Mme Nassera Soltani, 21 ans, Algérienne demeurant à Athis-Mons (Seine-et-Marne) a été déférée au parquet.

« Libération » le 18 avril 1983

« Libération » le 18 mars 1983

Comme toutes les « questions » dans lesquelles s'exprime la pénurie, elle est circulaire. Qu'il faille travailler pour se loger, qu'il faille se loger seulement pour travailler (l'habitat contemporain est conçu uniquement pour permettre le repos du travailleur). Le scandale est que l'espace nous soit mesuré, qu'il ait un prix. Et comme toute marchandise particulière, sa consommation porte en elle la restriction comme une marque d'infamie. Il faut rendre ce scandale effectif. Du moment que nous ouvrons un territoire — ne serait-ce que quelques portions d'immeubles et sur l'espace de quelques squatts localisés au nord du XXe — à la rencontre, à la dépense, à la liesse publique, nous sommes amenés à déborder et vient alors, tôt ou tard, l'instant où l'on ne peut plus y durer. A l'Est, nous n'avons pas été expulsés aux termes d'une procédure juridique, mais sur décision politique du Parquet pour « trouble à l'ordre public » — environ cinquante plaintes avaient été centralisées, au point que le ministre de l'Intérieur avait été personnellement saisi de cette « affaire ». Et cet instant concentre toute la question sociale du territoire. Certes, territorialement les prolétaires finissent inévitablement par perdre, face au potentiel militaire et judiciaire de l'ennemi. Jamais ils ne possèdent le terrain durablement. S'ils pouvaient

Faits divers

Vaulx-en-Velin

Les bus de la colère

A la suite d'une nouvelle agression
les chauffeurs de la ligne « 7 » des T.C.L.
refusent de desservir le terminus

Malgré toutes les précautions prises par la direction des T.C.L. (voitures de surveillance « patrouillant » sur les itinéraires les plus sensibles ; programme d'équipement progressif des bus d'un radiotéléphone en liaison directe avec le « PC » fonctionnant en permanence au siège de la société, etc.), les conducteurs demeurent toujours exposés à des incidents.

Pour la deuxième fois en une dizaine de jours, à la suite d'une agression contre un bus, les conducteurs des lignes concernées ont exprimé leur colère en

refusant d'assurer leur service jusqu'au terminus.

Le 25 mars, un bus de la ligne 38 qui venait de quitter les Minguettes était pris pour cible et essuyait des jets de pierres. Le pare-brise fut fracassé par l'un de ces projectiles. Par chance, il n'y eut aucun blessé.

Pour protester contre cette agression, les chauffeurs de la ligne marquèrent, durant plus d'une heure, leur terminus aux Etats-Unis (à l'arrêt Viviani), refusant d'amener les voyageurs jusqu'aux Minguettes.

Hier, un incident aussi grave est survenu sur la ligne 7 Laurent-Bonnevay - Le Roulet, qui relie le pont de Cussat au pont de Croix-Luiset en longeant le canal de Jonage.

Vers 12 h 30, un bus parcourait le chemin du Marels, sur Vaulx-en-Velin, lorsqu'il reçut soudainement par un ou plusieurs individus qui aussitôt s'enfuyaient. L'un des pierres vint briser une vitre arrière droite du véhicule ne blessant heureusement personne à l'intérieur.

Les chauffeurs de cette ligne 7, qui dépendent du dépôt de la Soie, ont immédiatement réagi en déclenchant une grève de la desserte du terminus. Les bus s'arrêtèrent côté Saint-Jean, la boucle que forme ensuite la ligne n'étant plus empruntée les heures suivantes. Le terminus normal Le Roulet et les arrêts intermédiaires entre le site de ligne à Vaulx-en-Velin et le site Saint-Jean (« Les Bleuets » et « Vert Buisson ») se sont donc trouvés isolés, privés de bus.

Les chauffeurs ont observé cette grève à 100 % jusqu'à la fin du service d'hier.

R.W.

« Lyon Matin » le 6 avril 1982

occuper une place et y durer (dans l'hypothèse elle-même abstraite où on ne leur en exigerait pas le prix), c'est qu'ils n'y feraient aucun bruit, aucun scandale. Mais ceux qui platement nous donnent perdus d'avance dans l'affrontement avec les forces de l'ordre sont des têtes de morts. L'affrontement lui-même fait partie de la fête ! Dire que nous ne pouvons tenir durablement un espace n'implique aucunement que nous ne puissions pas en faire payer la perte très cher à l'ennemi. C'est au contraire une raison pour ne pas attendre cet affrontement quand on le voit venir, mais pour le précipiter, (des benêts ont dit que tout notre ouvrage de fortification rue de l'Est n'a pas empêché les CRS d'y pénétrer. Evidemment, même si nous avions habité un coffre-fort ! D'abord, les portes blindées qu'ils ont, pour certaines, mis trois heures à forcer, nous ont laissé largement le temps de

nous enfuir : nous n'avons pas été réveillés, nous, à six heures du matin par des flics dans nos chambres. Mais plus : un moment de ce jeu rue de l'Est fut cette débauche dans les fortifications, ce raffinement dans la défensive, un potlatch qui dura jusqu'aux dernières heures avant l'expulsion).

* Quant aux organisateurs de concerts qu'ils ne craignent pas d'intituler « Rock contre la police », ils se sont vus pris au mot, le 12 mars 83 à Aubervilliers, et cela contre toute attente de leur part. Ces organisateurs-là n'avaient même pas songé à placarder leur affiche pourtant prometteuse à la Cité des 4000 de la Courneuve, toute proche du lieu du concert et où les heurts avaient opposés, courant janvier, les jeunes aux flics.. Ils n'espéraient que le pseudo-public qu'ils eurent : les débris de tous les looks des Halles et de toutes les modes simili-subversives. Mais deux heures après le début, un important groupe de jeunes incontrôlés réalisa le mot d'ordre officiel du concert : le rock contre la police. Ils étaient venus uniquement pour cela. Ils attaquèrent les flics environnants, incendièrent deux de leurs véhicules et blessèrent un commissaire. Le concert prit aussitôt fin, ses organisateurs veillant au matériel et ses spectateurs s'éclipsant précipitamment... Mais pire encore que cela, d'autres organisateurs patentés de précédents « Rocks against police », se croyant propriétaires de ce mot d'ordre, crurent bon de dénoncer ces incidents : « Nous ne cultivons pas l'esthétique de la baston avec les flics ». Allez donc mourir ! Le Rock contre la police n'appartient à personne, et surtout pas à des petits boutiquiers. Qu'on se le dise ! Ceux qui croient pouvoir s'autoriser du rock et de la lutte anti-flics pour racketter là-dessus, seront désormais pris à chaque fois au pied de la lettre. Ou alors, qu'ils fassent leur propre police dans leur concert, avec toutes les conséquences prévisibles pour leur gueule. Ceux pour qui notre époque n'est qu'une plaisanterie réformiste vont sentir qu'elle est tout au contraire en train de dégénérer en un jeu très sérieux.

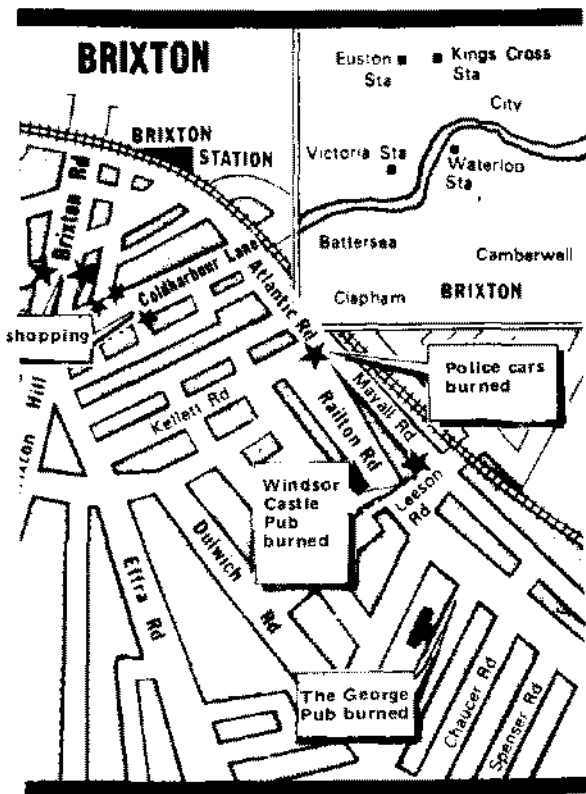


● Incendie criminel dans un poste de police à Paris. - Un engin incendiaire a été lancé dimanche 13 mars vers 4 h 30 dans un poste de police appartenant au commissariat du quartier Charonne, 66, rue des Orteaux à Paris (20^e), provoquant un incendie qui n'a pas fait de victime. Le local était inoccupé.

« Le Monde » 14 mars 1983

« Le Parisien Libéré » le 14 mars 1983

En France, les suites immédiates du scandale rue de l'Est restèrent limitées. C'est souvent la règle quand un scandale est le premier du genre. De la Grande-Bretagne nous eûmes par contre un résonnant amplifié. Dix jours après l'expulsion de l'Est, l'évacuation et la démolition de trois squatts dans le quartier de Brixton provoqua une belle journée d'émeutes. Au petit matin du 1er novembre 82, les flics investirent ces trois maisons situées sur Railton Road, dans la plus grande discrétion. Ces bâtiments furent évacués et aussitôt démolis. En plein cœur de Front Line, là où avaient débuté les émeutes d'avril et juillet 81, ils servaient de lieux de passage où se retrouvaient les jeunes Noirs du secteur pour dealer, fumer, festoyer de nuit. La police avait affaire à un quartier déjà occupé par ses ennemis. Pour le pacifier, il lui fallait nettoyer le terrain en y faisant le vide.



Dans cette réserve, les squatts se sont répandus en écho aux affrontements anti-flics — ce qui restreint toute possibilité de racket alternatif à Brixton. L'État britannique s'était montré longtemps bien plus tolérant que l'État français devant la propagation des squatts, aussi longtemps qu'il ne s'agissait que d'une réponse immédiate à la nécessité de se loger. Dans la limite de cette nécessité, les innombrables squatts de Londres étaient tolérés. Mais à

Brixton, cette limite avait été dépassée. L'État ne saurait admettre que des milliers de personnes vivent dans la pauvreté dès qu'ils ne se contentent plus du besoin d'assistance. L'État a donc eu recours à la force armée, la cuisante des émeutes de 81 ayant servi de leçon aux flics, tout en cherchant à étouffer dans l'œuf le moindre début de résistance du 1er novembre. Le dispositif imposant déployé sur Front Street visait à empêcher des attroupements de se former, et qui l'a fait avec force cocktails, pavés et grenades artisanales. Plusieurs magasins situés dans Railton Road furent incendiés. La bataille se déroula pourtant dans cette zone totalement ceinturée par les flics. Leurs actions visaient principalement à contenir un éventuel débordement menaçant de graves pillages qui eurent tout de même lieu. Les affrontements durèrent trois heures et laissèrent de nombreux flics sur le carreau et un véhicule incendié. Le même soir, comme par coïncidence, des émeutes éclatèrent à Tottenham, dans la banlieue nord, à partir de l'arrestation d'un jeune homme dans une cité HLM. Mais la rumeur des émeutes de Brixton de cette journée, était déjà arrivée à Tottenham. Le commissariat fut envahi par un cocktail par quelques centaines de personnes du quartier et le jeune homme fut ainsi libéré. Quelques-uns des participants de la rue de l'Est s'



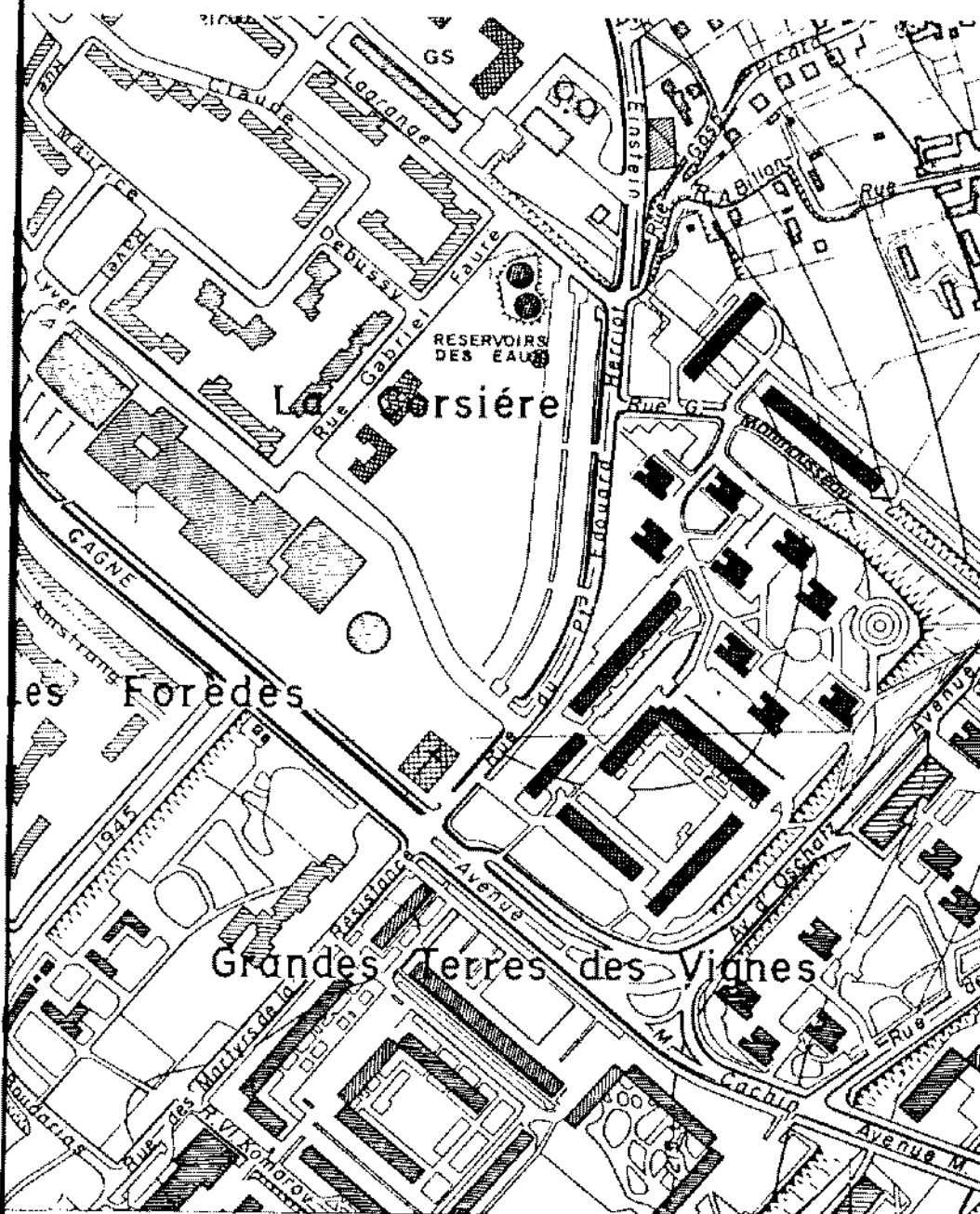
Brixton - vue typique - juillet 1981

à Brixton en novembre, et y rencontrèrent longuement plusieurs occupants de cette zone que l'Etat a décidé de vider. Une démarcation semble se tracer entre les squatters de Brixton sur l'enjeu de cette opération de police urbaine et sur la réponse à y opposer. Non loin de Railton Road il existe ainsi une grande résidence récemment construite, Barrier Block, qui est partiellement squattée. Les occupants s'en font fréquemment vider, appartement par appartement, et sont aussitôt relogés dans cette même résidence sous condition de payer le loyer, ce qu'ils font au début... Jusqu'ici aucune force collective n'y est apparue. Barrier Block est seulement un espace que flics et squatters grignotent jour après jour. Les squatts expulsés le 1er novembre sur Railton Road étaient par contre une prise de possession collective. Ses occupants, des Noirs, n'ont pas été relogés... Ils se sont ouvert, un peu plus loin, un autre petit local. D'autres, des Blancs, se sont emparés en novembre, d'un pavillon récemment abandonné par une tribu de Punks, et en sachant d'avance qu'ils en seraient expulsés sous peu. Ils ont donc fortifié les lieux en vue de l'affrontement tant attendu avec les flics. Dans cet esprit, les squatters les plus offensifs de Brixton publient un périodique, « The Crowbar » (« Le pied-de-biche ») qui essaie d'unifier les intéressés de divers secteurs dans une perspective de lutte contre la planification étatique du territoire. Un tel périodique ne se restreint évidemment pas à la seule défense des lieux squattés : à côté d'informations internationales y sont publiés des articles donnant des renseignements pour frauder avec le système d'indemnités-chômage. Le numéro de début décembre 82 a publié une traduction de notre affiche « Pour en finir avec la question du logement » et un article sur l'expulsion de l'Est. Le numéro du 6 novembre 82, soit cinq jours après les affrontements de Railton Road, lançait un « Message urgent aux squatters » : « ... L'isolement et la démolition de Front Line est encore une victoire pour le Lambeth Council » (l'administration locale du district de Lambeth où se trouve Brixton) « qui aura maintenant le temps de s'occuper des 400 maisons dont l'expulsion a été décidée, plus les innombrables appartements, 1.800 procédures pour retards de loyers, une centaine de maisons soldées à des riches, pendant que s'allongent les queues pour se loger, etc. Le NETTOYAGE de Lambeth est en route. Toute résistance des Noirs, squatters et travailleurs doit être détruite ou chassée du secteur. Notre but est de faire échouer ce plan. ».

16.

C'est pour se rapprocher au mieux de la monotonie immobile que l'espace est désormais à tout instant modifié et reconstruit par l'Etat et ses représentants. Cette tâche incessante assurant le contrôle du territoire ne se conçoit que par l'expulsion permanente, en tout temps et en tout lieu, afin d'y interdire la simple possibilité de manifestation de vie publique. Les zones urbaines ont été construites pour ne permettre que l'habitat de masse. L'ennemi gouverne en faisant le vide, mais il

ne le contrôle pas. On entend souvent ces temps-ci les larbins de l'État gémir sur « le problème des grands ensembles ». C'est que les masses qui y sont logées ont commencé à révéler leur négatif à l'œuvre, comme dans l'Est lyonnais (« une vingtaine de grands ensembles sont aujourd'hui menacés d'explosion sociale », entendait-on en octobre 81 à des « Assises pour l'avenir des quartiers d'habitat social » patronnés par les HLM et le Premier ministre Mauroy). Le terrain est miné. L'État doit plus que jamais recourir à l'expulsion, et ce faisant il est contraint d'aggraver ce qui déjà lui échappe. L'absence se retourne contre ses producteurs. Le vide devient une puissance explosive ! En 81 le cri de ralliement de l'armée de réserve internationale fut « Clear the pigs out ! ». En 82, il est devenu, par conséquence stratégique « Eviction equals riot » (comme on dit à Brixton ; « Expulsion baston », disions-nous dans le XXe). Il a eu une résonance prévisible dans l'Est lyonnais, à Vénissieux au printemps 83, après plusieurs années de guerre anti-flics. Déjà en juin 80, le maire de Vénissieux, le stalinien Houel, suivi aussitôt par son homologue de Vaulx-en-Velin, réclamait l'expulsion des familles des jeunes délinquants hors des HLM — et pour ces jeunes, souvent immigrés, l'expulsion peut aller jusqu'à l'expulsion hors du pays et revêt donc une signification immédiatement universelle : c'est leur jeunesse qui est en vérité interdite de séjour sur la surface du monde. Puis, en 81, les autorités gérant la Zup firent évacuer et fermer deux tours de quinze étages rue de la Démocratie. Le secteur s'avérant de moins en moins rentable, trois autres tours furent à nouveau fermées rue Monmousseau. Cette partie de la Zup des Minguettes qui était déjà la plus incontrôlée le devint encore plus avec ces fermetures et avec l'abandon de nombreux appartements (et que la Logirel refuse désormais obstinément de relouer). Les jeunes de la Zup commencèrent à y ouvrir quelques locaux pour s'y retrouver et y festoyer quelquefois. Ce secteur était devenu dès l'automne 81 et durant l'année 82, le point fort des jeunes prolétaires des Minguettes. Là, les arrières étaient assurés face aux flics en permanence. Le vide ainsi créé est devenu un enjeu stratégique. « Monmousseau zone interdite », lisait-on sur un mur. Impuissant à décimer cette population ingouvernable par les moyens traditionnels utilisés en temps de paix, l'État dut recourir à la prise d'otages. Le premier exemple en fut l'affaire Selim Guéchir, dont le tract « Game Over » expose le déroulement : mais il y en eut d'autres après. Tandis que les flics et la justice s'affairaient discrètement à ces basses besognes, l'opération sensationnelle « anti-été chaud 82 » montée en épingle dans les médias, devait à la fois isoler les plus jeunes et faire croire coûte que coûte à un retour au calme. Avant même qu'elle débute, l'affiche « Ça va saigner ! » (juillet 82) dissipait toute équivoque là-dessus et annonçait « A Vénissieux les flics sont toujours aussi bien reçus... tous les espoirs sont permis. ». Par ailleurs, le passage de plusieurs jeunes des Minguettes rue de l'Est, dès le printemps 82, occasionna un échange de bons procédés et ne put que renforcer la conviction commune des ennemis de l'État. D'autres appartements furent squattés dans les tours de la rue Monmousseau. Ce territoire gagné en quelque sorte par abandon précipité, fut toujours ouvert aux ennemis des flics. Chaque intervention policière dans cette zone



ZUP des Minguettes, secteur de Monmousseau

réquisitionnée s'y heurta à une réponse violente et organisée — un réseau de guetteurs pouvant donner l'alerte assez vite. A la mi-mars 83, les événements se précipitèrent. Plusieurs incidents émaillèrent le week-end précédant le lundi 21 (voitures brûlées, etc.) ; le vendredi 18, un employé de mairie surpris en train de photographier les immeubles de Monmousseau, fit démolir le portrait et la voiture et eut la douleur de se faire confisquer

ses appareils. Le lundi 21 à l'aube, un voisin-flic téléphonait sariat de Vénissieux qu'une BMW — au demeurant déjà repérée — était déchargée au bas de la tour n° 10. La préfecture de p une opération d'envergure pour coffrer tout ce beau monde, v cendiaires. Une dizaine de cars prirent position tandis que quelq de flics investissaient la tour n° 10, habitée par une vingtaine et quelques squatters. Ils forcèrent les portes de tous les appa la tour et entreprirent de les perquisitionner — non sans co passage divers objets soi-disant volés ! D'autres flics contrôlaie tours. Les gens, déconcertés d'une telle audace, mirent quelq se rassembler autour de la tour 10 d'où les flics ne sortirent p lement qu'ils y étaient entrés. Des renforts sont appelés de par La fameuse BMW vint se livrer à un insolent rodéo de défi so porcs stupéfaits et grotesques d'impuissance avec leurs pistole Ce fut le signal de la riposte. Les flics durent charger pour d acolytes coincés dans la tour. Postés sur les toits et les balcon du quartier les tinrent à distance en leur lançant baignoires, év etc. Certains étaient munis de lance-pierre et de cocktails. Des comme des vieux participèrent et de bon cœur. Un fourgon



21 mars 1983 aux Minguettes

éclaté par une porte lancée de haut ; tous eurent leurs gyrophares cassés. Vers midi, trois cents émeutiers lancèrent une attaque contre les cordons de flics qui subirent de grosses pertes (environ une quinzaine de blessés, dont le préfet de police Grasset, venu superviser l'opération). Un journaliste local et son photographe furent également blessés. La police dut quitter le terrain dans l'affolement (plusieurs cars se percutèrent en partant) et seule la sage modération du préfet a évité à ses troupes une totale déroute à la Liverpool. Aussitôt après une centaine de combattants allèrent barrer l'avenue devant la mairie de Vénissieux, pour exiger le départ définitif des flics : la plupart s'en retournèrent à la Zup dès qu'un début de discussion eut lieu avec les élus locaux. Les flics ont voulu sonder ce jour-là la capacité de riposte des gens de Monmousseau et alentour. (« Si nous les avions laissé faire, ils perquisitionnaient toutes les tours »). L'État ne pouvait admettre plus longtemps que le terrain lui échappe à ce point : par la perquisition de la tour 10, il lui fallait préparer une expulsion complète de ce secteur. Le 21 mars fut un exercice de répétition. Faute d'avoir réussi son opération d'intimidation, l'État trouve néanmoins dans sa défaite des arguments justifiant la nécessité de crever cet abcès prolétaire. Les réactions des élus locaux et des responsables de la police sont unanimes sur cela — le 21, les chefs de l'opération criaient par mégaphone à leurs troupes : « vous n'avez pas affaire à des manifestants mais à des bandits », et qui plus est des « bandits » qui ont le soutien actif de tous ! L'existence même de cette zone est devenue à présent parfaitement scandaleuse. Mais l'État ne pouvant assurer une expulsion sans risques d'affrontements directs, il lègue cette besogne à ses représentants les plus insidieux, à ceux qui sont chargés de faire de l'assistance sociale : les éducateurs, les militants et autres boys scout. Ceux-là ont exploité la crainte justifiée d'une réponse policière au 21 mars détournée sous forme d'un harcèlement accru (prise d'otages et balles perdues...). Dans la semaine suivant le 21, une dizaine de jeunes de la Zup entamaient une grève de la faim pour obtenir la libération d'un émeutier condamné à cinq mois de prison et le départ des flics du quartier. Ce fut le geste de faiblesse sur lequel les réformistes se sont jetés avec empressement, eux qui n'espéraient même plus en arriver à être un jour à nouveau tolérés à Monmousseau. Les jeunes de la Zup ont fait preuve durant ces deux années et encore plus le 21 mars, d'une insolence scandaleuse (au soir du 21, la voiture d'un flic habitant dans la Zup était volée puis incendiée devant le commissariat de Vénissieux !). Il s'agit pour les créatures de l'État de l'atténuer, de la dissimuler au monde en donnant leurs raisons — leurs raisons d'État. La faiblesse doit engendrer la faiblesse, tel est leur crédo. Les grévistes de la faim ont ainsi aggravé la capitulation en revendiquant que des jeunes de la Zup soient employés à la démolition des tours ! Cet incroyable renversement est cependant démenti par tous ceux qui, ne parlant pas par la bouche des réformistes, annoncent : « Ces tours tomberont seulement le jour où nous déciderons de les laisser tomber ». Les délégués du gouvernement se sont empressés de satisfaire à cette extravagante revendication, tandis que les deux premières étaient simplement oubliées : Antonio Manunta est resté en prison et les CRS aux Minguettes. Les gré-

vistes ont donc recommencé à manger et chacun s'est dit à Monmousseau qu'il faudrait envisager d'autres formes d'actions (certains ont d'ailleurs montré un vif intérêt pour les agissements des ouvriers de Vireux et les formes d'intervention aussi osées que réussies auxquelles ceux-ci ont eu recours). Comme le dit fort à propos un éducateur au procès Manunta, « Un incident comme celui-là (21 mars), c'est pour nous deux ou trois ans de travail réduits à néant ». Hé hé !!! ces mêmes cafards s'étonnent de ce qu'une « banale opération de police » ait entraîné un tel affrontement ! S'il est une opération de police banale, ce n'est pas la mise à sac en règle d'une tour de quinze étages, mais plutôt leur fausse naïveté visant à banaliser la répression quotidienne et à faire des habitants des Minguettes des ramasse-miettes ! Faute de pouvoir faire le vide sur le terrain même de la Zup, ces supplétifs de la police le font dans les têtes. Car ils veulent faire des jeunes de la Zup des pleure-misère, ceux qui organisent le « dialogue » avec l'État (ce sont ces mêmes assistantes sociales, les Mogniss et autres « Zaâma d'banlieue », ces étudiants qui dans la banlieue de Paris sévissent déjà — à Marseille ils n'ont jamais « pu travailler » de leur propre aveu — qui organisent à la Cité de transit Gutenberg de Nanterre une odieuse journée porte ouverte pour que chacun vienne y contempler la misère de quelques-uns — comme le firent remarquer ce jour-là deux jeunes de Vitry, « c'est lamentable de chialer comme ça sur des taudis alors qu'il suffit d'aller occuper des appartements dans les tours voisines » — ou qui, après l'exécution sommaire d'un jeune à Chatenay-Malabry par un flic, vont organiser une marche pacifique pour pleurnicher sur les « bavures ». Tout ce qui rampe sur la terre est gouverné par les coups !